

La Chambre en ligne

52e législature



Présidence

MARDI 1^{ER} DÉCEMBRE 2009

UKRAINE

Le 1^{er} décembre 2009, Monsieur Patrick Dewael, président de la Chambre des Représentants a rencontré Son Excellence Monsieur Volodymyr Lytvyn, président du Parlement d'Ukraine.

L'entretien a essentiellement porté sur les points suivants :

- Les relations bilatérales entre la Belgique et l'Ukraine. Une roadmap pour les relations bilatérales a été signée à Bruxelles en 2008. Monsieur Lytvyn réitère l'invitation adressée à son homologue belge à effectuer un voyage en Ukraine à la tête d'une délégation de la Chambre des Représentants. Il plaide pour une coopération plus étroite avec son pays et compte sur le soutien de la Belgique pendant la présidence belge de l'Union européenne.
- Les relations avec l'Union européenne. L'Ukraine est un pays partenaire prioritaire de la politique de voisinage de l'U.E. et du partenariat oriental.
- La présidence belge de l'Union européenne et les nominations de Monsieur Herman Van Rompuy en tant que président du Conseil européen et de Monsieur Karel De Gucht en tant que commissaire européen au commerce.
- Les élections présidentielles en Ukraine qui auront lieu en février 2010.
- La crise économique et financière en Ukraine et en Belgique.
- La crise du gaz avec la Russie.
- Les réformes institutionnelles en Belgique.



Présidence

MARDI 8 DÉCEMBRE 2009

BENGLADESH

Le Président de la Chambre a reçu en audience Mme Ismat Jahan, Ambassadeur du Bengladesh le mardi 8 décembre 2009.

Les thèmes suivants furent évoqués à l'occasion de cet entretien :

- La fonte des glaciers de l'Himalaya a des conséquences désastreuses sur les conditions de vie et l'environnement du Bengladesh.
40 millions d'habitants pourraient être contraints de quitter leurs logements en raison de l'augmentation du niveau d'eau du Gange et du Bramapoutre.
L'ambassadeur a insisté sur l'importance des décisions qui devraient être prises à Copenhague.
- L'ambassadeur souligne l'importance du financement à accorder aux pays en voie de développement pour compenser les effets néfastes dus à la pollution générée par les pays développés et pour pouvoir développer l'exploitation de leurs propres énergies renouvelables.
La recherche scientifique doit par ailleurs être encouragée pour assurer un développement durable à long terme.
- Enfin, l'ambassadeur précise que l'Union européenne constitue le premier partenaire commercial du Bengladesh.
Environ 45% des exportations du Bengladesh sont destinées à l'Union européenne.



Présidence

MARDI 12 JANVIER 2010

RÉPUBLIQUE DE POLOGNE

Le mardi 12 janvier 2010, le président de la Chambre des représentants, M. Patrick Dewael, a reçu M. Slawomir Czarlewski, ambassadeur de la République de Pologne à Bruxelles.

L'ambassadeur Czarlewski garde un excellent souvenir de la visite officielle, début décembre 2008, du président Bronislaw Komorowski et des chefs des groupes politiques de la Diète polonaise à la Chambre des représentants. Il a exprimé l'espoir de pouvoir participer à l'organisation d'une visite d'une délégation de la Chambre conduite par le président M. Dewael à la Diète polonaise, probablement à l'issue de la présidence belge de l'UE.

L'ambassadeur Czarlewski est très attaché au rôle que jouent les parlements dans le domaine de la politique internationale. Il a dès lors abordé les thèmes suivants:

- une éventuelle coopération des parlements belge et polonais durant les présidences belge et polonaise de l'UE;
- les relations entre les parlements nationaux et le Parlement européen après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

L'ambassadeur s'est par ailleurs enquis auprès du président de la Chambre, M. Dewael, de la possibilité d'accueillir au Palais de la Nation une exposition itinérante consacrée à la marche de la Pologne vers la liberté dans les années 1980.

Enfin, l'ambassadeur Czarlewski a sondé le président de la Chambre sur l'évolution du paysage politique belge et plus particulièrement sur la situation sur le plan communautaire.

Commissions

MERCREDI 6 JANVIER 2010

VISITE D'UNE DÉLÉGATION THAÏLANDAISE

Commission des Relations extérieures

Le 6 janvier 2010, M. Geert Versnick, président de la commission des Relations extérieures, accompagné des deux vice-présidents de la commission, MM. Georges Dallemagne et Dirk Van der Maelen, a reçu une délégation de la commission des Affaires étrangères du parlement thaïlandais. Conduite par le président de cette commission, M. Torphong Chaiyasan (parti Puea Thai – opposition), la délégation était accompagnée par l'ambassadeur de Thaïlande, S.E. Pisan Manawapat.

Après avoir souligné l'excellence des relations bilatérales, les visiteurs n'ont pas hésité à aborder des thèmes sensibles, comme les difficultés actuelles de la Thaïlande (où les manifestations des « chemises rouges », qui soutiennent l'ancien premier ministre Thaksin, et des « chemises jaunes » sont sources d'instabilité), la situation des réfugiés laotiens et birmans se trouvant dans des camps en Thaïlande ou les relations entre la Thaïlande et ses voisins.



Sur la question de la situation intérieure, plusieurs des participants thaïlandais ont estimé que la Thaïlande ne tarderait pas à sortir des difficultés actuelles, en soulignant que celles-ci étaient une étape dans le développement de la démocratie et que, de manière générale, la société thaïlandaise était en pleine évolution. Le président de la délégation a mis en avant la vigilance du parlement : vis-à-vis des réfugiés, il s'est lui-même rendu sur le terrain ; concernant le retour des réfugiés Hmongs vers le Laos, la Thaïlande estime avoir obtenu des garanties. Enfin, sur le plan de la politique de voisinage, certains participants ont regretté que les relations entre la Thaïlande et ses voisins se soient détériorées sous le gouvernement actuel.

En conclusion, l'ambassadeur a rappelé le pragmatisme traditionnel des Thaïlandais et leur capacité à assumer leur diversité.

“Fraude fiscale”

GROUPE DE TRAVAIL “FRAUDE FISCALE”

Président : M. François-Xavier de Donnea

VENDREDI 8 JANVIER 2010

1. Échange de vues avec le ministre de la Justice sur les recommandations de la commission d'enquête sur les grands dossiers de fraude fiscale, relatives au fonctionnement de la Justice et à la collaboration entre la justice et le fisc (Continuation).

- L'échange de vues a été poursuivi.

2. Ordre des travaux.

Prochaine réunion : vendredi 22 janvier 2010.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : M. François Bellot

LUNDI 11 JANVIER 2010

1. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Stevenheymens au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “l'interdiction d'alcool pour les jeunes au volant, les motards et les chauffeurs professionnels” (n° 17003).

- Question de M. Roland Defreyne au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “l'interdiction d'alcool pour les jeunes au volant” (n° 17079).

- Question de Mme Françoise Colina au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “la représentation du permis de conduire B pour les automobilistes qui possèdent leur permis de conduire depuis moins de deux ans et qui subissent une condamnation pour certaines infractions” (n° 17319).

- Question de M. Paul Vanhie au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “l'abaissement du degré d'alcoolémie pour certaines catégories” (n° 17365).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

2. Questions jointes :

- Question de M. Koen Bultinck au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “l'aéroport régional de Courtrai-Wevelgem” (n° 17013).

- Question de M. Roel Deseyn au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “les aéroports régionaux” (n° 17533).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Patrick De Grootte à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le déraillement d’un train à Mons” (n° 17021).
- Question de M. David Lavaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les causes du déraillement d’un train en gare de Mons” (n° 17256).
- Question de M. Jan Mortelmans à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’accident ferroviaire en gare de Mons” (n° 17353).
- Question de M. Eric Thiébaud à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le déraillement d’un train en gare de Mons” (n° 17655).

- Le secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Jan Jambon au secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “Belgocontrol” (n° 17036).
- Question de M. David Lavaux au secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “les résultats de l’audit sur le fonctionnement de Belgocontrol” (n° 18162).

- Le secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

5. Question de M. Roland Defreyne au secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “les contrôles d’alcoolémie après un accident avec blessés” (n° 17083).

- Le secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

6. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “l’interdiction des quads” (n° 17139).

- Le secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

7. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “la sécurité active des véhicules” (n° 17140).

- Le secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “les plaques minéralogiques européennes” (n° 17141).
- Question de M. Jan Mortelmans au secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “les dissensions au sein du gouvernement au sujet de la couleur des plaques minéralogiques” (n° 17354).
- Question de M. Paul Vanhie au secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “la plaque minéralogique européenne” (n° 17569).
- Question de M. Bruno Stevenheydens au secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “le prix de la plaque d’immatriculation européenne” (n° 17712).

- Le secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

9. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “le trafic illégal de plaques Z” (n° 17159).

- Le secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de M. Jean-Jacques Flahaux au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les conditions de formation à la conduite automobile" (n° 17162).
- Question de Mme Françoise Colinia au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la réforme du permis de conduire B" (n° 17200).
- Question de Mme Françoise Colinia au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la réforme du permis de conduire B" (n° 17322).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

11. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la réforme des examens de moniteurs auto-école" (n° 17172).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

12. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'absence de réglementation de l'usage des paramoteurs" (n° 17173).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

13. Questions jointes :

- Question de M. Patrick De Groote au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les contrôles d'alcoolémie" (n° 17358).
- Question de M. Bruno Stevenheydens au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les contrôles d'alcoolémie pendant la période de fin d'année" (n° 17362).
- Question de M. Roland Defreyne au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la campagne Bob annuelle" (n° 17497).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

14. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le prélèvement sur émissions de billets d'avion pour un fonds de solidarité" (n° 17444).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'accès aux résultats du groupe d'experts chargé de revoir les normes de vent et le tracé des routes aériennes de l'aéroport Bruxelles National" (n° 17472).
- Question de M. Bart Laeremans au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les propositions annoncées en matière de changements de procédure et l'étude sur les normes de vent pour le trafic aérien à Zaventem" (n° 18213).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

16. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le paiement contraint de l'assurance transport lors de l'achat d'un billet chez Ryanair" (n° 17769).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

17. Question de M. Paul Vanhie au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la mise en place d'une Banque-carrefour des informations aéronautiques" (n° 17911).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

18. Question de M. Patrick De Grootte au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'étude de l'IBSR sur le comportement dans la circulation" (n° 17979).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

19. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le renforcement de la sécurité à l'aéroport national de Bruxelles" (n° 17986).

- Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "les scanners corporels dans les aéroports belges" (n° 17992).

- Question de M. Jan Mortelmans au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la sécurité à l'aéroport de Zaventem" (n° 18187).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

20. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la concertation avec les Régions pour l'utilisation des couloirs de bus par les motards" (n° 18060).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

21. Question de M. Paul Vanhie au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les problèmes rencontrés par les importateurs de voitures et de motocyclettes pour obtenir le certificat de conformité" (n° 18082).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

22. Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "la conduite avec des pare-brises givrés" (n° 18120).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

23. Questions jointes :

- Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'accès aux couloirs de bus pour les voitures électriques" (n° 18121).

- Question de Mme Katia della Faille de Leverghem au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "l'autorisation pour les voitures électriques de circuler dans les couloirs réservés aux bus" (n° 18178).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

24. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Energie sur "l'évolution sur le plan des voitures électriques et les défis pour la Belgique" (n° 18138).

- Le secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, a répondu.

MERCREDI 13 JANVIER 2010

1. Projet de loi relatif à la conservation obligatoire auprès d'un transporteur ferroviaire des bagages et marchandises perdus, abandonnés ou non réclamés, n° 2177/1.

- Rapporteur : Mme Valérie De Bue.
- Exposé introductif du ministre pour l'Entreprise et la Simplification.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu. Sont intervenus : Mme Cathy Plasman, M. Jef Van den Bergh, M. Jan Mortelmans, Mme Muriel Gerkens, Mme Ine Somers et MM. François Bellot et Roel Deseyn.
- Des amendements ont été déposés par Mme Plasman et M. Geerts.
- Les amendements ont été rejetés.
- Les articles ont été adoptés.
- Le projet de loi, inchangé, a été adopté à l'unanimité.

2. Proposition de loi (Roel Deseyn, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques en ce qui concerne le changement d'opérateur, n°s 2005/1 à 4. (Rapporteur : M. David Lavaux). (Continuation).

Amendements de MM. Roel Deseyn, François Bellot, Ludo Van Campenhout et David Geerts.

- La discussion générale a été poursuivie.
- M. Roel Deseyn est intervenu.

3. Proposition de loi (Marie-Martine Schyns, Brigitte Wiaux, Christian Brotcorne, Linda Musin, David Lavaux) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et visant à permettre la perception d'impôts au profit des communes sur les pylônes et supports pour antennes GSM, n°s 1867/1 à 5. (Rapporteur : M. Jef Van den Bergh). (Continuation).

Avis du Conseil d'Etat.

- La discussion générale a été poursuivie.
- M. Christian Brotcorne est intervenu.

4. Proposition de résolution (Muriel Gerkens, Wouter De Vriendt, Zoé Genot, Juliette Boulet, Georges Gilkinet, Fouad Lahssaini) sur la facturation des services de téléphonie et l'information du consommateur, n° 181/1. (Rapporteur : M. Jenne De Potter). (Continuation).

- La discussion générale a été poursuivie. Sont intervenus : M. Roel Deseyn, Mmes Cathy Plasman et Muriel Gerkens, M. François Bellot et Mme Karine Lalieux.

5. Proposition de loi (Christian Brotcorne, Clotilde Nyssens, Brigitte Wiaux, David Lavaux, Josy Arens, Isabelle Tasiaux-De Neys) modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques en vue d'assurer une meilleure protection de la vie privée pour les "services à données de localisation" ou services de "géolocalisation" par téléphone portable, n°s 79/1 à 3. (Rapporteur : M. Jef Van den Bergh). (Continuation).

- La discussion générale a été entamée.
- Sont intervenus : M. Christian Brotcorne, Mme Cathy Plasman et M. Roel Deseyn.

6. Proposition de loi (Roel Deseyn, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques en ce qui concerne le tarif téléphonique social, n°s 2048/1 et 2.

- Rapporteur : Mme Valérie De Bue.
- Exposé introductif de M. Roel Deseyn.
- La discussion générale a été entamée.
- Sont intervenus : M. Roel Deseyn et Mme Cathy Plasman.
- Un amendement a été déposé par Mme Plasman et M. Geerts.

Prochaine réunion : lundi 18 janvier 2010.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. Geert Versnick

MARDI 12 JANVIER 2010

1. Projet de loi portant assentiment à la Convention européenne sur la valeur internationale des jugements répressifs, faite à La Haye le 28 mai 1970 - Transmis par le Sénat, n° 2319/1.

- Affaire sans rapport.
- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité.

2. Projet de loi portant assentiment au Protocole à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, relatif à l'évaluation stratégique environnementale, fait à Kiev (Ukraine) le 21 mai 2003 - Transmis par le Sénat, n° 2320/1.

- Affaire sans rapport.
- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité.

3. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Turquie sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, signé à Istanbul le 31 octobre 2008 - Transmis par le Sénat, n° 2321/1.

- Rapporteur : M. Herman De Croo.
- La discussion a eu lieu.
- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité.

4. Projet de loi portant assentiment à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, adoptée à New York le 20 décembre 2006 - Transmis par le Sénat, n° 2357/1.

- Affaire sans rapport.
- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité.

5. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française concernant l'échange d'informations et de données à caractère personnel relatives aux titulaires du certificat d'immatriculation de véhicules contenues dans les fichiers nationaux d'immatriculation des véhicules dans le but de sanctionner les infractions aux règles de la circulation, signé à Paris le 13 octobre 2008 - Transmis par le Sénat, n° 2358/1.

- Rapporteur : M. Herman De Croo.
- La discussion a eu lieu.
- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité.

6. Échange de vues avec le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur sa mission en République démocratique du Congo.

Questions jointes :

- Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation dans la région Congo-Équateur" (n° 17641).
- Question de M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le rapport de Human Rights Watch concernant l'Est du Congo" (n° 17841).
- Question de Mme Hilde Vautmans au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le rapport de Human Rights Watch sur les attaques de civils dans l'Est du Congo" (n° 17857).
- Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'attitude du gouvernement belge vis-à-vis des déclarations du gouvernement congolais au sujet de Karel De Gucht le mercredi 6 janvier 2010" (n° 18136).
- Question de M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les rapports entre le Congo et Karel de Gucht" (n° 18141).
- Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la position de la Belgique sur la critique du Conseil de Sécurité sur la conduite de la MONUC et sur l'attitude du pays par rapport au conflit à l'est du territoire" (n° 18184).
- Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la célébration du 50ème anniversaire de l'indépendance du Congo" (n° 18185).
- Question de M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la visite du ministre au Congo" (n° 18217).
- Question de M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la visite du ministre au Congo" (n° 18217).
- Question de M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les crimes de guerre et crimes contre l'humanité à l'Est du Congo" (n° 18218).
- Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les déclarations du ministre des Affaires étrangères congolais Tambwe" (n° 18223).
- Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les troubles incessants dans la région de Kundu (province du Sud-Ubangi)" (n° 18224).
- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la mission qu'il s'apprête à effectuer au Congo" (n° 18225).
- Question de M. Roel Deseyn au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les relations entre le Royaume de Belgique et la République démocratique du Congo" (n° 18231).
- Question de Mme Hilde Vautmans au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "sa visite en République démocratique du Congo" (n° 18236).

- Exposé introductif du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles.

- Sont également intervenus : Mme Juliette Boulet, M. Wouter De Vriendt, Mme Hilde Vautmans et MM. Bruno Tuybens, Dirk Van der Maelen, Francis Van den Eynde, Georges Dallemagne, Roel Deseyn, André Flahaut, Herman De Croo et Xavier Baeselen.

7. Proposition de résolution (Hilde Vautmans, Katia della Faille de Leverghem, Maggie De Block, Yolande Avontroodt) concernant l'accès aux médicaments essentiels dans les pays en développement, n° 1828/1.

- Rapporteur : M. Georges Dallemagne.

- La discussion a eu lieu. Sont intervenus: Mme Hilde Vautmans et MM. Francis Van den Eynde, Xavier Baeselen, Georges Dallemagne, Geert Versnick et M. Mark Verhaegen.

- La proposition a été adoptée à l'unanimité.

8. Proposition de résolution (Georges Dallemagne, Clotilde Nyssens, Christian Brotcorne, Roel Deseyn, Nathalie Muylle, François-Xavier de Donnea, Patrick Moriau, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Olivier Hamal) concernant la survie des communautés chrétiennes et des minorités religieuses au Proche-Orient et au Moyen-Orient, n°s 2031/1 à 6.

- Rapporteur : Mme Hilde Vautmans.

- La discussion a eu lieu. Sont intervenus: MM. Georges Dallemagne, Francis Van den Eynde et Geert Versnick

- Des amendements ont été déposés par Mme Hilde Vautmans et consorts.

- La proposition a été amendée et adoptée par 8 voix et 1 abstention.

9. Proposition de résolution (Francis Van den Eynde, Alexandra Colen) relative à la candidature de la Turquie à l'adhésion à l'Union européenne, n° 286/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Ingrid Claes)

- Rapporteur : M. Herman De Croo (en remplacement de Mme Ingrid Claes).

- La discussion a été clôturée. Sont intervenus : MM. Francis Van den Eynde, Herman De Croo, Xavier Baeselen et Roel Deseyn.

Prochaine réunion : mardi 19 janvier 2010.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

MARDI 12 JANVIER 2010

1. Échange de vues au sujet des placements en CDO auprès de la KBC par le Fonds pour l'Économie sociale et durable.

- Audition de M. Guy Hendrickx, président du Fonds pour l'Économie sociale et durable.

- Des questions ont été posées par MM. Georges Gilkinet, Stefaan Vercamer, Hans Bonte et Yvan Mayeur.
- Le secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté a fait un exposé dans le cadre duquel il a répondu à la question n° 17210 de M. Georges Gilkinet.

2. Question de M. Georges Gilkinet au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la 'perte' par le fonds pour l'économie sociale et durable de 25,5 millions d'euros placés à la KBC" (n° 17210).

- Voir ci-dessus.

3. Projets de loi portant des dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire (I et II), n°s 2292/1 et 2293/1. (Continuation et votes). (Rapporteur : Mme Katrien Partyka).

- Les amendements 1 à 11 (projet I) et 1 à 3 (projet II) ont été déposés par M. Mayeur.
- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a complété son exposé du 11 décembre 2009.
- La discussion générale a eu lieu. Sont intervenus : Mmes Cathy Plasman, Katrien Partyka, Carine Lecomte, Maggie De Block, Catherine Fonck, Ingrid Claes, Sofie Staelraeve et MM. Georges Gilkinet, Koen Bultinck et Yvan Mayeur.

Prochaine réunion : mardi 19 janvier 2010.

Économie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : Bart Laeremans

MARDI 12 JANVIER 2010

1. Ordre des travaux

2. Projet de loi relatif aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, n° 2340/1.

- Rapporteurs : Mmes Karine Lalieux et Liesbeth Van der Auwera.
- Exposé introductif du ministre pour l'Entreprise et la Simplification.

3. Proposition de loi (Karine Lalieux, Philippe Blanchart, Guy Milcamps) modifiant la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses visant à élargir les missions de l'observatoire des prix, n° 2195/1.

- Rapporteur : Mme Katrien Partyka.
- Exposé introductif de Mme Karine Lalieux.

4. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "un brevet européen" (n° 17705).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

5. Question de M. Ben Weyts au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'emploi des langues au Bureau de Normalisation" (n° 17921).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

6. Question de M. Jef Van den Bergh au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les contrôles de trajet" (n° 17930).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

7. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la Belgique en tant que paradis fiscal pour les brevets" (n° 17974).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

8. Questions jointes:

- Question de Mme Magda Raemaekers au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le prélèvement d'une taxe Auvibel sur les clés USB, les MP3 et les disques durs" (n° 17985).

- Question de M. Paul Vanhie au ministre pour l'Entreprise et la Simplification "sur le remboursement sur l'indemnisation des copies domestiques" (art.127)" (n° 18250).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

9. Question de M. Xavier Baeselen au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la période d'attente hivernale" (n° 18012).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

10. Questions jointes:

- Question de M. Paul Vanhie au ministre pour l'Entreprise et la Simplification "sur le remboursement sur l'indemnisation des copies domestiques" (art.127)" (n° 18250).

- Question de M. Hans Bonte au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la position du gouvernement fédéral concernant le procès contre Citibank" (n° 18227).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

11. Question de Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le crédit automobile" (n° 18251).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

MERCREDI 13 JANVIER 2010

1. Question de Mme Mia De Schamphelaere à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'augmentation des dépenses au profit du Palais des Beaux-Arts dans le 4e ajustement budgétaire" (n° 17949).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

2. Question de M. Jenne De Potter à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la promotion des prêts aux PME par les autorités fédérales" (n° 17970).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

3. Question de M. Eric Jadot à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la prise de position médiatique du directeur de l'Institut Royal Météorologique sur le réchauffement climatique" (n° 17990).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

4. Question de M. François Bellot à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le projet Myrrha" (n° 18010).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

5. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la mise en œuvre de la loi transposant la directive européenne en matière d'adjonction d'agrocultures dans les hydrocarbures" (n° 17164).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

6. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le coût de l'électricité en Belgique" (n° 17168).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

7. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'absence de législation nationale réglementant l'étiquetage des denrées non préemballées" (n° 17474).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

8. Questions jointes:

- Question de Mme Sofie Staelraeve au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la réduction forfaitaire sur la facture énergétique" (n° 17806).

- Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le retard de paiement des allocations forfaitaires mazout, gaz et électricité" (n° 18006).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

9. Questions jointes:

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les sociétés victimes de l'augmentation de la cotisation fédérale sur l'énergie" (n° 17900).

- Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'augmentation de la cotisation fédérale sur l'électricité" (n° 17917).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

10. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le tarif social en matière d'énergie" (n° 17931).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

11. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'accord UE sur les parcs éoliens en mer du Nord" (n° 17966).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

12. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les stations de recharge pour les voitures électriques" (n° 17975).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

13. Question de Mme Muriel Gerken au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la surveillance des fûts de déchets nucléaires défectueux" (n° 17983).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

14. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la position de la CREG concernant l'application de l'exonération 'globale' dans les articles 24 et 34 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité" (n° 18007).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

15. Questions jointes:

- Question de M. David Geerts au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le tarif social du gaz et de l'électricité" (n° 18034).

- Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'extension du tarif maximum social pour les enfants avec allocation majorée" (n° 18148).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le projet Myrrha" (n° 18064).

- Question de M. Bart Laeremans au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'étude relative au projet Myrrha" (n° 18283).

- Question de M. Dirk Vijnck au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le projet Myrrha" (n° 18286).
- Question de M. François Bellot au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le projet Myrrha" (n° 18296).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Prochaine réunion : mardi 19 janvier 2010.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidente : Mme Sonja Becq

MARDI 12 JANVIER 2010

1. Projet de loi modifiant l'article 1022 du Code judiciaire et l'article 162bis du Code d'instruction criminelle, n°s 2313/1 et 2.

Amendements de M. Raf Terwingen et consorts.

Proposition de loi jointe:

- Proposition de loi (Geert Versnick, Herman De Croo, Willem-Frederik Schiltz) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'indemnité de procédure, n° 1161/1.
(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur: M. Renaat Landuyt).

- Un amendement a été déposé par M. Terwingen.
- La discussion a été clôturée.
- Les amendements n°s 1 à 6 ont été adoptés.
- La commission a décidé de déroger à l'article 82.1 du Règlement et a procédé au vote.
- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté à l'unanimité.
- La proposition de loi jointe devient dès lors sans objet.

2. Projet de loi modifiant certains articles de la Loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus, n°s 2122/1 à 3.

Amendements de Mme Nyssens.

Proposition de loi jointe:

- Proposition de loi (Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Ine Somers) modifiant la Loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration des établissements pénitentiaires ainsi que le statut juridique des détenus, en vue de garantir la disponibilité du personnel des prisons, n°s 875/1 à 3.
(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur: Mme Clotilde Nyssens).

- Un amendement a été déposé par Mme Lahaye-Battheu et consorts.
- La proposition de loi n°s 875/1 à 3 a été disjointe de la discussion.
- La discussion a été clôturée.
- L'amendement n° 2 a été adopté.
- La commission a décidé de déroger à l'article 82.1 du Règlement et a procédé au vote.
- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté à l'unanimité.

3. Proposition de loi (Carina Van Cauter, Herman De Croo, Thierry Giet, Olivier Hamal, Sabien Lahaye-Battheu, Marie-Christine Marghem) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'attribution de demandes relatives à l'état des personnes, n° 1645/1.

Rapport fait au nom de la sous-commission Droit de la Famille par M. Renaat Landuyt.

- Rapporteur : M. Renaat Landuyt.
- M. Renaat Landuyt a présenté le rapport fait au nom de la sous-commission Droit de la Famille.
- La discussion a eu lieu.
- L'ensemble de la proposition de loi, inchangé, a été adopté à l'unanimité.

4. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur "le fichier de données personnelles sur les détenus" (n° 17963).

- Le ministre de la Justice a répondu.

5. Question de M. Guy Milcamps au ministre de la Justice sur "les conditions de travail en vigueur pour les détenus" (n° 18003).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "le système de la surveillance électronique" (n° 18015).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "la notification d'un acte par un huissier de justice à la prison" (n° 18021).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Question de M. Georges Dallemagne au ministre de la Justice sur "les suicides en prison" (n° 18043).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "l'affaire Fortis" (n° 18036).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "les caméras aux enceintes des prisons" (n° 18037).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "le projet de réforme de la Justice" (n° 18038).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "le traitement d'affaires judiciaires par vidéoconférence dans le Limbourg" (n° 18116).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Question de M. Fouad Lahssaini au ministre de la Justice sur “le protocole d’accord concernant le préavis de grève” (n° 18124).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “le fonctionnement du nouveau système informatique des justices de paix” (n° 18134).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “la politique de poursuite tenace à l’encontre des soi-disant insoumis réfractaires en ce qui concerne B-H-V” (n° 18145).

- Le ministre de la Justice a répondu.

16. Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de la Justice sur “le secret d’instruction” (n° 17692).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “le fichier de données personnelles sur les détenus” (n° 17963).

- Le ministre de la Justice a répondu.

18. Question de M. Guy Milcamps au ministre de la Justice sur “les conditions de travail en vigueur pour les détenus” (n° 18003).

- Le ministre de la Justice a répondu.

19. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “le système de la surveillance électronique” (n° 18015).

- Le ministre de la Justice a répondu.

20. Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur “la notification d’un acte par un huissier de justice à la prison” (n° 18021).

- Le ministre de la Justice a répondu.

21. Question de M. Fouad Lahssaini au ministre de la Justice sur “le protocole d’accord concernant le préavis de grève” (n° 18124).

- Le ministre de la Justice a répondu.

22. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “la procédure de comparution par procès-verbal” (n° 18199).

- Le ministre de la Justice a répondu.

23. Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “le transfèrement d’Adam Giza vers la Pologne” (n° 18214).

- Le ministre de la Justice a répondu.

24. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “les déclarations du président du tribunal de première instance de Bruxelles relatives à la réduction des heures des huissiers d’audience” (n° 18241).

- Le ministre de la Justice a répondu.

MERCREDI 13 JANVIER 2010

Audition avec les membres du Bureau du Conseil supérieur de la Justice sur le rapport annuel 2008.

- M. Jean-Luc Cottyn, président, M. Geert Vervaeke et Mmes Nadia De Vroede et Nicole Roland, membres du Bureau du Conseil supérieur de la Justice, ont présenté le rapport annuel 2008 et répondu aux questions des membres.

Prochaine réunion : mardi 19 janvier 2010.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L’ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Présidente : Mme Thérèse Snoy et d’Oppuers

MARDI 12 JANVIER 2010

1. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, sur “le dépistage précoce du diabète de type 1 et le financement du Registre Belge du Diabète” (n° 17092).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, a répondu.

2. Question de M. Daniel Bacquelaine à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, sur “la création d’une structure tripartite pour élaborer les recommandations de prescription des médicaments” (n° 17239).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, a répondu.

3. Question de Mme Thérèse Snoy et d’Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, sur “les pollutions intérieures et la collaboration avec les Régions” (n° 17473).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, a répondu.

4. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la situation des victimes de la thalidomide" (n° 17476).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

5. Question de Mme Christine Van Broeckhoven à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'application du MAF 'malades chroniques' pour les patients atteints de démence" (n° 17492).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

6. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la position du ministre de la Santé suédois en matière de don du sang des homosexuels" (n° 17581).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

7. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la composition de la section consultative de l'Observatoire" (n° 17650).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

8. Question de M. Jacques Otlet à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'information aux patients des jours et heures d'adhésion aux conventions des dispensateurs de soins" (n° 17675).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le blanchiment des dents dans les salons de beauté" (n° 17680).

- Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le blanchiment des dents en dehors des cabinets dentaires" (n° 17736).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

10. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la contrefaçon du Viagra" (n° 17760).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

11. Question de M. Olivier Destrebecq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la fièvre Q" (n° 17779).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

12. Question de M. Luc Goutry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le remboursement des interventions dentaires nécessaires sur le plan médical" (n° 17792).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

13. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le nouvelles techniques de traitement de l'insuffisance cardiaque" (n° 17832).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les contrôles programmés dans le cadre de la nouvelle législation relative à l'interdiction de fumer" (n° 17881).

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'application de la loi relative à l'interdiction de fumer dans l'horeca" (n° 18165).

- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les conseils contradictoires donnés par le call center du SPF Santé publique concernant l'interdiction de fumer dans l'horeca" (n° 18204).

- Question de Mme Carine Lecomte à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'information sur la législation interdisant le tabagisme dans l'horeca" (n° 18207).

- Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les contrôles de la nouvelle réglementation sur l'interdiction de fumer dans l'Horeca" (n° 18240).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

15. Proposition de résolution (David Clarinval, Katrin Jadin, Denis Ducarme, Daniel Bacquelaine, Jacqueline Galant, Jean-Jacques Flahaux, Olivier Hamal, Carine Lecomte) relative à l'attractivité de la médecine générale en particulier en zone rurale, n° 1546/1.
(Continuation). (Rapporteur : M. Jacques Otlet)

- La discussion a été poursuivie.

16. Proposition de résolution (Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans, Rita De Bont) pour un meilleur soutien des soins palliatifs, n° 288/1.

- Rapporteur : Mme Yolande Avontroodt.

- Exposé introductif.

17. Proposition de résolution (Georges Dallemagne, Marie-Martine Schyns, David Lavaux, Brigitte Wiaux, Catherine Fonck) relative à une amélioration de l'offre de soins palliatifs en vue d'une meilleure adéquation aux besoins, n°s 1796/1 à 3.

- La proposition de résolution a été retirée.

18. Proposition de résolution (Catherine Fonck, Luc Goutry, Nathalie Muylle, Stefaan Vercamer, Mia De Schamphelaere, Georges Dallemagne, Marie-Martine Schyns, David Lavaux, Brigitte Wiaux, Lieve Van Daele) relative à une amélioration de l'offre de soins palliatifs en vue d'une meilleure adéquation aux besoins, n°s 2087/1 et 2.

- Rapporteur : Mme Yolande Avontroodt.

- Exposé introductif.

- La commission a décidé de prendre cette proposition comme texte de base à la discussion.

MERCREDI 13 JANVIER 2010

1. Projet de loi modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable, n° 2238/1.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable en ce qui concerne la vision à long terme, n° 1655/1.

- Proposition de loi (Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable en ce qui concerne l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable, n° 1656/1.

- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Wouter De Vriendt, Tinne Van der Straeten, Georges Gilkinet, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Zoé Genot) modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable, n° 180/1.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Catherine Fonck).

Auditions :

- Mme Nadine Gouzée (Bureau Fédéral du Plan);

- Theo Rombouts (CFDD);

- Mme Sophie Sokolovski (SPP Développement Durable).

2. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "des demandeurs d'asile dans des containers" (n° 17137).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le préavis de grève du personnel de Fedasil" (n° 17732).

- Question de Mme mevrouw Dalila Douifi au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les actions de grève annoncées à Fedasil" (n° 18246).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

4. Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les observations du médiateur fédéral" (n° 17695).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la recommandation du médiateur fédéral concernant l'accueil immédiat" (n° 17887).

- Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accueil des demandeurs d'asile" (n° 18156).

- Question de Mme Dalila Douifi au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'état des lieux de la crise de l'accueil des demandeurs d'asile" (n° 18245).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

6. Question de Mme Sofie Staelraeve au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'aide financière aux demandeurs d'asile" (n° 17762).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le plan de répartition n°42" (n° 17768).

- Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le plan de répartition n° 42" (n° 17872).

- Question de Mme Sarah Smeyers au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le plan de répartition" (n° 17867).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

8. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la lutte contre la pauvreté" (n° 17771).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

9. Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la multiplication par deux du nombre d'expulsions par les juges de paix" (n° 17784).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accueil des sans-abri dans les casernes" (n° 17783).

- Question de Mme Magda Raemaekers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accueil des sans-abri pendant la période hivernale" (n° 17880).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

11. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les bâtiments de la gendarmerie d'Ixelles" (n° 17875).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de Mme Sofie Staelraeve à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "certaines conséquences de la régularisation" (n° 17884).

- Question de Mme Sofie Staelraeve au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "certaines conséquences de la régularisation" (n° 17885).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

13. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la sélection de personnel au sein des établissements de repos et de soins et des CPAS" (n° 17961).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

14. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la fracture numérique" (n° 17962).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

15. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le coût de l'accueil des demandeurs d'asile" (n° 17987).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

16. Question de M. Koen Bultinck au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les projets d'aménagement d'un nouveau centre d'asile à Langemark-Poelkapelle" (n° 18018).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

17. Questions jointes :

- Question de M. Roland Defreyne au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'aménagement éventuel d'un centre d'asile à Ostende" (n° 18103).

- Question de M. Koen Bultinck au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les projets d'aménagement d'un nouveau centre d'asile à Ostende" (n°18112).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

18. Question de Mme Magda Raemaekers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le chômage et la pauvreté" (n° 18152).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

19. Question de Mme Leen Dierick au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'application de l'article 9ter de la loi sur les étrangers en matière de régularisations pour raison médicale" (n° 18182).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

20. Question de M. Georges Gilkinet au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la menace d'arrêt des activités du Centre MENA d'Assesse" (n° 18278).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

21. Question de Mme Colette Burgeon au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la mise à disposition de bâtiments de la donation royale pour des personnes sans-abris" (n° 18301).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Prochaine réunion : mardi 19 janvier 2010.

Mondialisation

COMMISSION SPÉCIALE "MONDIALISATION"

Président : M. Dirk Van der Maelen

MARDI 12 JANVIER 2010

"Les aspects mondiaux de la crise financière."

- Echange de vues avec M. Paul De Grauwe, Professeur à la Faculté des Sciences économiques et des Sciences économiques appliquées de la K.U.Leuven.

Prochaine réunion : mardi 19 janvier 2010.

Droit commercial et économique

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Président : M. Gerald Kindermans

MARDI 12 JANVIER 2010

1. Projet de loi visant à renforcer le gouvernement d'entreprise dans les sociétés cotées et les entreprises publiques autonomes et visant à modifier le régime des interdictions professionnelles dans le secteur bancaire et financier, n° 2336/1.

2. Proposition de loi (Muriel Gerkens, Meyrem Almaci, Juliette Boulet, Wouter De Vriendt, Zoé Genot, Philippe Henry, Jean-Marc Nollet, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Tinne Van der Straeten, Stefaan Van Hecke) relative à la publicité des participations et des rémunérations individuelles des dirigeants d'entreprise cotées en bourse, n°s 294/1 et 2.(Continuation). (Rapporteurs : MM. Luk Van Biesen et Olivier Hamal).

3. Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobbacq, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la rémunération du management, n° 1291/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Olivier Hamal).

4. Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobbacq, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne l'indemnité de licenciement des membres du comité de direction, n°s 1292/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur : M. Olivier Hamal).

5. Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Bruno Tobbacq) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne la publicité des rémunérations des administrateurs, n°s 1293/1 à 3. (Continuation). (Rapporteur : M. Olivier Hamal).

Amendement de M. Bruno Tuybens.

6. Propositions de loi jointes:

- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerken, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne l'élargissement de la participation à l'assemblée générale, n° 1294/1.

- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerken, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne le droit de parole à l'assemblée générale, n° 1300/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Olivier Hamal).

7. Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerken, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la rémunération des membres du conseil d'administration, n° 1297/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Olivier Hamal).

8. Proposition de loi (Bruno Tuybens, Muriel Gerken, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la composition du conseil d'administration, n° 1298/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Olivier Hamal).

9. Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerken, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la transparence de la rémunération du management, n°s 1299/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur : M. Olivier Hamal).

10. Proposition de loi (Stefaan Van Hecke) visant à supprimer les parachutes dorés et à encadrer la rémunération des dirigeants, n°s 1474/1 et 2. (Continuation) (Rapporteur : M. Olivier Hamal).

11. Proposition de loi (Bruno Tuybens) modifiant, en ce qui concerne les options sur actions, la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, n° 1501/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Olivier Hamal).

12. Proposition de loi (Valérie Déom, Thierry Giet, André Perpète, Guy Coëme, Karine Lalieux) modifiant le Code des sociétés et la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses et visant une meilleure gouvernance des entreprises, n°s 1805/1 et 2. (Continuation) (Rapporteur : M. Olivier Hamal).

13. Proposition de loi (Olivier Hamal, David Clarinval, Carine Lecomte, Kattrin Jadin) modifiant le Code des sociétés pour instaurer le comité de rémunération et encadrer l'octroi de bonus et d'indemnités de départ pour les dirigeants d'entreprises et modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n°s 1914/1 et 2.

- La commission a décidé de joindre les propositions de loi au projet de loi.

- Rapporteurs : MM. Luk Van Biesen et Olivier Hamal.

- Un échange de vues a eu lieu.

- Exposé introductif du ministre de la Justice.

- La discussion générale a été entamée. Sont intervenus : MM. Bruno Tuybens, Jenne De Potter, Luk Van Biesen, Olivier Hamal et Mmes Muriel Gerken et Valérie Déom.

- Des amendements ont été déposés par M. De Potter et consorts.

Prochaine réunion : mardi 19 janvier 2010.

Naturalisations

COMMISSION DES NATURALISATIONS

Président : M. David Lavaux

MARDI 12 JANVIER 2010

Examen des dossiers à propos desquels les chambres ne sont pas parvenues à une décision unanime.

Divers.

Prochaine réunion : mardi 19 janvier 2010.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Ludwig Vandenhove

MERCREDI 13 JANVIER 2010

1. Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur “la livraison tardive des hélicoptères NH90 NFH” (n° 17786).

- Le ministre de la Défense a répondu.

2. Question de Mme Kattrin Jadin au ministre de la Défense sur “le projet de transfert de UAV-80 de Elsenborn vers Florennes” (n° 17789).

- Le ministre de la Défense a répondu.

3. Questions jointes:

- Question de M. Ludwig Vandenhove au ministre de la Défense sur “une Banque-carrefour des informations aéronautiques” (n° 17892).

- Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur “la mise en place d’une Banque-carrefour des informations aéronautiques” (n° 17940).

- Le ministre de la Défense a répondu.

4. Questions et interpellations jointes:

- Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “le courrier que le CHOD a adressé aux commandants de corps le 18 décembre 2009” (n° 17972).

- Interpellation de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “les critiques formulées par le chef d’état-major à propos des plans d’économies, de la restructuration, du service militaire volontaire et du clientélisme politique” (n° 405).

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “les critiques formulées par le chef d’état-major à propos des plans d’économies, de la restructuration, du service militaire volontaire et du clientélisme politique” (n° 17991).

- Interpellation de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “la lettre envoyée le 18 décembre 2009 par le Chef de la Défense aux commandants de corps” (n° 407).

- Le ministre de la Défense a répondu.
- Une motion de recommandation a été déposée par MM. Bruno Stevenheydens et Koen Bultinck.
- Une motion pure et simple a été déposée par M. François Bellot et Mmes Ingrid Claes et Liesbeth Van der Auwera.

5. Question de M. François Bellot au ministre de la Défense sur “la participation de militaires belges à la force de la MONUC à Dongo et à Kindu au Congo” (n° 18011).

- Le ministre de la Défense a répondu.

6. Questions jointes:

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “les problèmes affectant l’Airbus A330” (n° 18045).
- Question de M. Patrick De Grootte au ministre de la Défense sur “l’Airbus A330” (n° 18051).
- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “les incidents de l’Airbus A330” (n° 18087).
- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “le 15e Wing à Melsbroek” (n° 18168).
- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “les incessants problèmes rencontrés par les Airbus” (n° 18169).
- Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur “la panne survenue le 19 décembre 2009 à bord de l’A330” (n° 18174).
- Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur “les incidents ayant affecté l’A330 le 28 décembre 2009 et le 4 janvier 2010” (n° 18175).
- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la fuite de kérosène à Melsbroek” (n° 18189).
- Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Défense sur “la pollution au kérosène survenue à Melsbroek la semaine dernière” (n° 18279).
- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “la perte de kérosène à l’aéroport de Melsbroek” (nr. 18331).

- Le ministre de la Défense a répondu.
- Ce point sera poursuivi lors de la prochaine réunion.

7. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la diminution des missions de déminage au Liban” (n° 18190).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 20 janvier 2010.

Émancipation sociale

COMITÉ D’AVIS POUR L’ÉMANCIPATION SOCIALE

Présidente : Mme Alexandra Colen

MERCREDI 13 JANVIER 2010

La dimension de genre dans le budget (indicateurs - application expérimentale).

- Échange de vues avec les représentants de l'Institut pour l'Égalité des femmes et des hommes, du vice-premier ministre et ministre du Budget et de la ministre de l'Emploi.

- Rapporteur : Mme Zoé Genot.

- Exposés de M. Jeroen De Cuyper (Institut pour l'Égalité des femmes et des hommes) et de M. Philippe Bouchat (chef de cabinet de la ministre de l'Emploi).

- Sont également intervenus : Mmes Colette Burgeon, Zoé Genot, Alexandra Colen, Magda Raemaekers et Leen Dierick et M. Jean-Jacques Flahaux.

Droit de la famille

SOUS-COMMISSION "DROIT DE LA FAMILLE"

Présidente : Mme Clotilde Nyssens

MERCREDI 13 JANVIER 2010

1. Proposition de loi (Valérie Déom) modifiant l'article 75 du Code civil en ce qui concerne le nombre de témoins au mariage civil, n°s 2165/1 à 3. (Continuation et clôture). (Rapporteur : Mme Sabien Lahaye-Battheu).

Amendements de MM. Terwingen, Landuyt, Logghe et Schoofs.

- La discussion a été clôturée.

- La sous-commission transmettra dès lors la proposition à la commission de la Justice.

2. Proposition de loi (Olivier Maingain, Marie-Christine Marghem, Corinne De Permentier) modifiant le Code civil en ce qui concerne les liens personnels entre frères et sœurs, n° 276/1.

- Rapporteur : Mme Valérie Déom.

- Exposé introductif de Mme Marie-Christine Marghem.

- La discussion a été entamée.

Prochaine réunion : mercredi 20 janvier 2010.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnea

MERCREDI 13 JANVIER 2010

1. Questions jointes :

- Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la commission des sanctions" (n° 17016).

- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la désignation des membres de la commission de sanction de la CBFA" (n° 17211).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

2. Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la pénurie de pièces de 1 et 2 centimes” (n° 17252).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les assurances de groupe” (n° 17339).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les assurances de groupe” (n° 17627).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

4. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’investissement socialement responsable (ISR) de l’argent public belge par les administrations publiques” (n° 17376).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de Mme Valérie Déom au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’annonce de sanctions à l’encontre des libraires vendant des produits de la Loterie Nationale aux mineurs” (n° 17568).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’impôt des personnes physiques et les enfants qui quittent le domicile familial” (n° 17583).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l’Agriculture et de la Politique scientifique sur “l’extension de la garantie Belgacap” (n° 17584).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question de Mme Rita De Bont au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’arriéré auprès des comités d’acquisition et d’expropriation fédéraux” (n° 17600).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Question de M. Thierry Giet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’obligation dans le chef des ‘Entreprises de formation par le travail’ de précompter les rémunérations attribuées aux stagiaires” (n° 17659).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les conséquences pour l’État belge du jugement intervenu ce 7 décembre dans l’affaire KB Lux” (n° 17665).

- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les leçons à tirer du jugement intervenu ce 8 décembre dans l'affaire KB Lux et les suites à lui donner (n° 17715).

- Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'annulation du procès KB Lux” (n° 17723).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la compétence des tribunaux pour les litiges de prétaxation” (n° 17678).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les grandes entreprises” (n° 17682).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les amendes impayées” (n° 17683).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la perception de la TVA à Bruxelles 4” (n° 17728).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “un panneau de signalisation en vue d'interdire l'utilisation de quads sur certaines routes” (n° 17729).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le refus du SPF Finances d'anticiper la mise à disposition d'une partie du personnel pour préparer la perception des taxes de circulation par la Flandre” (n° 17747).

- Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la perception des taxes de circulation” (n° 17748).

- Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'arrêté royal du 20 mai 2009 (modifié par l'arrêté royal du 10 septembre 2009) réglant le transfert de personnel fédéral aux Régions dans le cadre d'une reprise des impôts régionaux” (n° 17749).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

17. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'éventuelle augmentation de capital chez Fortis Banque” (n° 17793).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

18. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la nomination du nouveau conseil d'administration de l'Office national du du croire” (n° 17796).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

19. Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le prélèvement sur émissions de billets d'avion pour un fonds de solidarité” (n° 17811).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 20 janvier 2010.

Relations extérieures et Défense nationale

COMMISSIONS REUNIES DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET DE LA DÉFENSE NATIONALE

Présidents : MM. Geert Versnick et Ludwig Vandenhove

MERCREDI 13 JANVIER 2010

Échange de vues sur l'Afghanistan avec le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles, le ministre de la Justice, le ministre de la Défense nationale, le ministre de la Coopération au développement et le ministre de l'Intérieur.

Questions jointes :

- Question de M. Dirk Van der Maelen au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur “les conséquences de la décision américaine d'envoyer des renforts en Afghanistan” (n° 17394).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la politique belge et européenne en ce qui concerne l'Afghanistan” (n° 17396).

- Question de M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le renforcement de l'engagement belge en Afghanistan” (n° 17433).

- Question de M. Bruno Stevenheydens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la stratégie mise en œuvre en Afghanistan et la contribution belge aux opérations en Afghanistan” (n° 17436).

- Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l'envoi de renfort militaire en Afghanistan” (n° 17441).

- Question de Mme Hilde Vautmans au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l'Afghanistan” (n° 17450).

- Question de M. Gerald Kindermans au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le récent discours du président américain Obama sur l'Afghanistan et le soutien supplémentaire demandé éventuellement aux alliés de l'OTAN" (n° 17505).
- Question de M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les conséquences pour la Belgique de la décision des États-Unis d'augmenter les troupes en Afghanistan" (n° 17649).
- Question de M. Denis Ducarme au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le débat de ce mercredi 13 janvier relatif à l'Afghanistan" (n° 18280).
- Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Coopération au développement sur "l'Afghanistan" (n° 18281).
- Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur "le débat de ce mercredi 13 janvier relatif à l'Afghanistan" (n° 18282).
- Question de M. Patrick De Groote au ministre de la Défense sur "l'intérêt de la présence de l'armée belge en Afghanistan, y compris la 'vision' et la stratégie" (n° 18290).

- Exposés introductifs du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles, du ministre de la Coopération au Développement, du ministre de la Défense et de la ministre de l'Intérieur.
- Sont intervenus: MM. Dirk Van der Maelen, Wouter De Vriendt et Bruno Stevenheydens, Mmes Juliette Boulet et Hilde Vautmans et MM. Gerald Kindermans, Georges Dallemagne, Denis Ducarme, Patrick De Groote et André Flahaut.
- Exposé du ministre de la Justice.
- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles, le ministre de la Coopération au Développement et le ministre de la Défense ont répondu.

Concertation parlementaire

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : MM. Patrick Dewael et Armand De Decker

JEUDI 14 JANVIER 2010

1. Projet de loi modifiant l'article 1022 du Code judiciaire et l'article 162bis du Code d'instruction criminelle; n° 2313/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation) (Pour mémoire).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 25 jours.

2. Projet de loi visant à renforcer le gouvernement d'entreprise dans les sociétés cotées et les entreprises publiques autonomes et visant à modifier le régime des interdictions professionnelles dans le secteur bancaire et financier; n° 52-2336/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 30 jours.

3. Projet de loi sur les services; n° 52-2338/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 30 jours.

4. Projet de loi relatif aux pratiques du marché et à la protection du consommateur; n° 52-2340/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 30 jours.

5. Projet de loi visant à promouvoir une objectivation du calcul des contributions alimentaires des père et mère au profit de leurs enfants; n° 52-0899 (n° 4-1357/1 et 2).

Demande de prolongation du délai d'examen (application des articles 2, 2°, et 12, § 1er, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'examen est prolongé de 15 jours.

6. Projet de loi introduisant l'injonction de payer dans le Code judiciaire; n° 52-1287 (n°4-139).

Fixation du délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer (application des articles 2, 4°, et 12, § 3, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer est fixé à 60 jours.

7. Projet de loi modifiant le Code pénal, afin d'introduire la récidive de crime sur délit, et les dispositions légales relatives à la libération conditionnelle, à la mise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire ou de la remise et à la mise à la disposition du tribunal de l'application des peines; n° 52-1190 (n° 4-330/1-9).

Fixation du délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer (application des articles 2, 4°, et 12, § 3, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer est fixé à 60 jours.

8. Projet de loi modifiant l'article 37 du Code rural; n° 52-1189 (n° 4-435/1-8).

Fixation du délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer (application des articles 2, 4°, et 12, § 3, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer est fixé à 60 jours.

9. Projet de loi relative à la circonstance aggravante pour les auteurs de certaines infractions commises envers certaines personnes à caractère public; n° 52-1696 (n° 4-495/1-6).

Fixation du délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer (application des articles 2, 4°, et 12, § 3, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer est fixé à 60 jours.

10. Projet de loi complétant le Code pénal en vue d'incriminer le trafic d'influence commis par des particuliers à l'égard de personnes qui exercent une fonction publique; n° 52-0833 (n° 4-507/1-5).
Fixation du délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer (application des articles 2, 4°, et 12, § 3, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer est fixé à 60 jours.

11. Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 13 septembre 1999 relatif à l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées, afin d'attirer l'attention sur les risques liés à la consommation d'alcool pendant la grossesse; n°52-1206 (n° 4-530/1-6).

Fixation du délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer (application des articles 2, 4°, et 12, § 3, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- La commission parlementaire de concertation constate que la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société de la Chambre des représentants a rejeté le projet de loi à l'unanimité et ne juge pas opportun de fixer un délai dans lequel la Chambre a à se prononcer.

12. Projet de loi modifiant l'article 5bis de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale concernant la déclaration de personne lésée; n° 52-1410 (n° 4-567/1-6).

Fixation du délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer (application des articles 2, 4°, et 12, § 3, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer est fixé à 60 jours.

13. Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat; n° 52-2094 (n° 4-1317/1-5).

Fixation du délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer (application des articles 2, 4°, et 12, § 3, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer est fixé à 60 jours.

14. Projet de loi modifiant le Code des sociétés en vue d'instaurer la participation à distance à l'assemblée générale; n° 52-1261/1.

Fixation du délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer (application des articles 2, 4°, et 12, § 3, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai dans lequel la Chambre aura à se prononcer est fixé à 60 jours.

Questions orales

L'entretien entre le premier ministre et le ministre des Pensions

Question de :

M. Koen Bultinck (VB) au ministre des Pensions et des Grandes villes
(n° P1538)

La fourniture des vaccins contre la grippe A/H1N1

Questions jointes de :

- M. Olivier Destrebecq (MR) (n° P1539)
- Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale (n° P1540)

Le secours belge en Haïti – Le drame en Haïti et les militaires de réserve – Le séisme en Haïti et l'intervention de la Belgique

Questions jointes de :

- M. Georges Dallemagne (cdH) (n° P1541)
- M. Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!) (n° P1542)
- M. Herman De Croo (Open Vld) (n° P1543)
- Mme Kattrin Jadin (MR) (n° P1561)
- M. Xavier Baeselen (MR) au ministre de la Coopération au développement (n° P1562)

Le contrôle et l'activation des chômeurs

Questions jointes de :

- M. Denis Ducarme (MR) (n° P1544)
- Mme Hilde Vautmans (Open Vld) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile (n° P1545)

Le rapport du Conseil supérieur des Finances sur le budget

Questions jointes de :

- M. Jenne De Potter (CD&V) (n° P1546)
- M. Hagen Goyvaerts (VB) (n° P1547)
- M. Luk Van Biesen (Open Vld) (n° P1548)
- M. Bruno Tobback (sp.a) (n° P1549)
- M. Robert Van de Velde (LDD) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1550)

La Conférence nationale des pensions et l'avenir du système

Questions jointes de :

- M. Koen Bultinck (VB) (n° P1551)
- M. Jean Marie Dedecker (LDD) (n° P1552)
- Mme Sonja Becq (CD&V) (n° P1553)
- M. Yvan Mayeur (PS) au ministre des Pensions et des Grandes villes (n° P1554)

L'indépendance des dirigeants d'AB InBev

Question de :

M. Bruno Tuybens (sp.a) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1555)

Une banque de données européenne des meurtres

Question de :

M. Raf Terwingen (CD&V) au ministre de la Justice (n° P1556)

La révision du plan de restructuration de la Défense

Questions jointes de :

- M. Bruno Stevenheydens (VB) (n° P1557)
- M. David Geerts (sp.a) (n° P1558)
- M. Gerald Kindermans (CD&V) (n° P1559)
- M. Jan Jambon (N-VA) au ministre de la Défense (n° P1560)

Le Fonds de solidarité pour les producteurs de lait

Question de :

Mme Karine Lalieux (PS) au ministre pour l'Entreprise et la
Simplification (n° P1563)

Hommage aux victimes du tremblement de terre à Haïti

Le **président** (*devant l'Assemblée debout*) : Vous savez que Haïti a été touché par un tremblement de terre dévastateur dans la nuit de mardi à mercredi dernier. Nous pouvons à peine nous imaginer les conséquences de cette catastrophe dans un des pays les plus pauvres du monde : des milliers de morts, de disparus et de blessés, des millions de personnes démunies et une infrastructure presque totalement détruite.

Au nom de notre Assemblée, je souhaite exprimer ma compassion au peuple haïtien. Mes pensées vont également à notre équipe de sauvetage. Un premier avion belge comportant du matériel de secours et une équipe de sauveteurs est attendue à Port-au-Prince au moment où je vous parle.

J'espère que, dans le cadre de l'aide internationale, notre pays sera en mesure de déployer tous les moyens possibles pour atténuer la souffrance des Haïtiens.

La Chambre observe une minute de silence.

Votes nominatifs sur les motions

Une motion pure et simple est une motion qui vise uniquement à passer à l'ordre du jour. La motion pure et simple a la priorité de droit sur toutes les autres motions, à l'exception de la motion de confiance. L'adoption d'une motion pure et simple entraîne la caducité de toutes les autres motions (art.92bis du Règlement de la Chambre).

Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.

VOTES :

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. David Geerts (sp.a) au ministre de la Défense sur « le déplacement officiel aux Seychelles » (n° 402)
(développées en réunion publique de la commission la Défense nationale du 6 janvier 2010)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 402/001)

- une motion de recommandation par David Geerts (sp.a)
- une motion pure et simple par Gerald Kindermans (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 72 voix contre 53 et 2 abstentions

2. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Berts Schoofs (VB) au ministre de la Justice sur « un nouveau décès dû à la drogue à la prison de Hasselt » (n° 404)
(développées en réunion publique de la commission la Justice du 6 janvier 2010)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 404/001)

- une motion de recommandation par Barbara Pas (VB), Bart Laeremans (VB) et Bert schoofs (VB)
- une motion pure et simple par Carina Van Cauter (Open Vld), Raf Terwingen (CD&V), Luk Van Biesen (Open Vld) et Valérie Déom (PS)

La motion pure et simple est adoptée par 73 voix contre 55

Publications

Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.

CHAMBRE

Documents parlementaires :

- 52 2349/001 (CHAMBRE)
4-1595/1 (SÉNAT) DU 6 JANVIER 2010

Rapport sur la conférence extraordinaire des présidents des parlements de l'Union européenne – Stockholm – Suède, 12 décembre 2009

- 52 2355/001 (CHAMBRE)
4-1483/1 (SÉNAT) DU 7 JANVIER 2010

Rapport sur le Centre SOLVIT Belgique

- 52 0005/005 (CHAMBRE)

Liste des organes stratégiques et des secrétariats des ministres et secrétaire d'État

Bulletin des questions et réponses :

- 52/088 DU 4 JANVIER 2010

Questions et réponses écrites

Conseil des ministres du 15 janvier 2010

COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

Licences GSM.

Le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi qui modifie l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

La proposition du ministre pour l'Entreprise et la Simplification Vincent Van Quickenborne vise à introduire dans la loi une nouvelle base légale relative aux redevances uniques qui doivent être payées pour l'exploitation de spectre radioélectrique, notamment pour la prolongation payante des autorisations pour les différentes bandes de fréquences.

Conseil des ministres du 15 janvier 2010

SECTEUR BANCAIRE ET FINANCIER

Renforcement des mesures de redressement applicables aux entreprises relevant du secteur bancaire et financier - Deuxième lecture.

Sur proposition de M. Didier Reynders, ministre des Finances, le Conseil des ministres a approuvé, en deuxième lecture, deux avant-projets de loi qui visent à renforcer les mesures de redressement dont disposent les autorités à l'égard d'établissements relevant du secteur bancaire et financier, dont la situation financière serait menacée gravement au point d'affecter la stabilité financière nationale ou internationale. Ces avant-projets concrétisent des mesures annoncées dans la déclaration de politique générale. Ils ont été adaptés à l'avis du Conseil d'État.

Le premier avant-projet complète les mesures de redressement applicables aux entreprises relevant du secteur bancaire et financier. Les mesures prévues par l'avant-projet sont fondées sur des motifs impérieux d'intérêt général qui trouvent leur origine dans une crise financière et économique sans précédent.

L'avant-projet donne à la Commission bancaire, financière et des assurances (CBFA) un pouvoir de suspension de tout ou partie des activités d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurances. Un délai de redressement comme préalable à l'adoption d'une mesure de redressement n'est plus nécessaire.

Il prévoit des prérogatives auxquelles l'État pourra recourir en cas de situation critique impliquant un risque sérieux de discontinuité, de nature à affecter la stabilité financière. Le Roi aura ainsi la possibilité d'arrêter tout acte de disposition, en faveur de l'État ou de toute autre personne, belge ou étrangère, de droit public ou de droit privé, notamment tout acte de cession, de vente ou d'apport portant sur :

- des actifs, des passifs ou une ou plusieurs branches d'activités,
- des titres ou parts, représentatifs ou non du capital, conférant ou non un droit de vote, émis par l'établissement de crédit.

L'avant-projet prévoit en outre des sanctions en cas de diffusion d'informations ou de rumeurs susceptibles de donner des indications fausses ou trompeuses sur la situation d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurances ou d'un organisme de liquidation, de nature à porter atteinte à sa stabilité financière.

Le second avant-projet de loi concerne les voies de recours et prévoit que les actes de disposition accomplis par le Roi sont placés sous le contrôle d'un tribunal indépendant et impartial. Lorsque l'État voudra faire usage des pouvoirs d'ordonner la cession d'actifs ou de titres, il devra saisir le tribunal de première instance pour que celui-ci vérifie d'une part la légalité de l'acte de cession, et d'autre part le caractère juste de l'indemnisation prévue.

Demandes d'interpellation

Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la Conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.

➤ **0406** **Défense nationale**

Interpellation de M. Bruno STEVENHEYDENS au ministre de la Défense sur « les aménagements éventuels du plan de réforme ».

➤ **0407** **Défense nationale**

Interpellation de M. Luc SEVENHANS au ministre de la Défense sur « la lettre envoyée le 18 décembre 2009 par le CHOD aux commandants de corps ».

Idem n° 0405 M. Bruno STEVENHEYDENS

Projets de loi, propositions, rapports de commissions et compte-rendus

Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.

Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission....) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.

Tous les documents parlementaires peuvent être consultés sur www.lachambre.be sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous-rubrique mentionne les documents les plus récents. Tous les documents parlementaires peuvent être commandés sous la rubrique « Publications » (voir colonne à droite).

Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi, des interpellations et des questions orales).

Cour constitutionnelle – Vacance d’une fonction de juge d’expression française

Faisant suite à la mise à la retraite d’un juge d’expression française à la Cour constitutionnelle, la Cour constitutionnelle a annoncé la vacance d’une fonction de juge au Moniteur belge du 4 janvier 2010.

En vertu de l’article 32, alinéa premier, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, les membres de la Cour constitutionnelle sont nommés à vie par le Roi sur une liste double présentée alternativement par la Chambre des représentants et par le Sénat. Il appartient en ce cas à la Chambre de procéder à la présentation de cette liste double.

La vacance sera à pourvoir sur base de l’article 34, § 1^{er}, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

Conformément à l’avis de la Conférence des présidents du 13 janvier 2010, un appel aux candidats pour la fonction de juge d’expression française à la Cour constitutionnelle sera publié au Moniteur belge. Les candidatures devront être adressées au président de la Chambre des représentants au plus tard le 21^e jour qui suit cette publication.